

## **L'action des ONG musulmanes dans les camps de déplacés internes à Ahmedabad (Gujarat, Inde): l'apparition d'un pouvoir infra-étatique en concurrence avec la puissance publique ou l'islamisation au quotidien<sup>1</sup>.**

Dans l'Etat du Gujarat gouverné depuis 1995 par le parti nationaliste hindou le *Bharatiya Janata Party*<sup>2</sup> (BJP, Parti du peuple indien), depuis sept ans chaque période électorale, locale ou nationale, est l'occasion de revenir sur des événements survenus en 2002. Le 27 février 2002, le train Sabarmati Express s'arrête en gare de Godhra, à environ 130 km d'Ahmedabad, ville de 4,5 millions d'habitants dont 11,4% de musulmans et capitale économique du Gujarat. Beaucoup de passagers sont des sympathisants ou des activistes nationalistes hindous qui, à la gare, agressent des musulmans. Les événements dégénèrent et la foule, « musulmane » selon les autorités<sup>3</sup>, met le feu au train, entraînant la mort de 58 hindous. « En réaction » à cet incident, des « émeutes spontanées » éclatent dans tout le Gujarat, y compris dans les campagnes alors qu'elles sont historiquement plutôt un phénomène urbain<sup>4</sup>. De février à mai 2002, plus de 2 000 musulmans sont assassinés et 150 000 déplacés, le pic des violences étant atteint entre le 28 février et le 3 mars. L'Inde, qui compte 80.5% d'hindous et 13.4% de musulmans<sup>5</sup>, a connu de nombreuses émeutes intercommunautaires pendant la Partition de 1947 puis, après le calme relatif des années 1950, depuis les années 1960. Mais les violences de 2002 se distinguent des affrontements précédents.

Il s'agit ici d'un pogrom anti-musulmans, c'est-à-dire « une attaque de la foule, approuvée ou tolérée par les autorités, contre les membres et les biens d'une minorité religieuse, raciale ou nationale<sup>6</sup> ». Le terme de pogrom induit donc deux dimensions que nous retrouvons en 2002: la complicité (active ou passive) de l'Etat et le caractère sélectif des violences contre une minorité. Le caractère inédit des pogroms de 2002 relève de l'ampleur et des modalités de cette complicité. Jamais auparavant la participation de l'appareil d'Etat n'a été aussi totale au sens où il intervient dans les trois séquences de l'événement: avant, pendant et après. Avec l'appui actif de la police, le gouvernement BJP du Gujarat dirigé par le Ministre en chef Narendra Modi<sup>7</sup> a participé à la préparation des pogroms et a aidé les assaillants pendant les violences, sans prêter assistance aux victimes. Aujourd'hui, il continue de discriminer les musulmans. Par exemple, plus de 5 000 familles, soit environ 25 000 personnes, vivent toujours dans les « relief colonies<sup>8</sup> », des camps construits il y a sept ans pour accueillir les déplacés internes. Les pogroms de 2002 organisés par le

---

1 Cette présentation est issue de mon travail de terrain dans le cadre de mon M2 Recherche de Politique comparée, spécialité Asie. L'intitulé exact de mon mémoire est « Réorganisation spatiale et sociologique de la minorité musulmane d'Ahmedabad (Gujarat, Inde) après les pogroms de 2002: le développement d'un pouvoir infra-étatique dans les camps de déplacés internes ».

2 Né en 1980 mais héritier d'une formation politique antérieure, le BJP revendique une conception ethno-religieuse de la nation indienne qui en exclut (ou veut les convertir) les minorités religieuses non hindoues. La nation indienne est donc conçue comme exclusivement hindoue.

3 Nous relatons ici la façon dont les acteurs ont présenté les événements.

4 Comme l'illustre le cas américain par exemple avec les émeutes de Watts (1965), Newark et Detroit (1967), Washington (1968) et Los Angeles (1992).

5 Selon le recensement national de 2001; soit 827.5 millions d'hindous et 138 millions de musulmans.

6 Article « pogrom » de l'*Encyclopaedia Britannica Online*.

7 L'Inde étant une république fédérale, chacun des 28 Etats de l'Union est gouverné par un *Chief Minister* ou Ministre en chef, chef du parti (ou de la coalition) ayant gagné les élections locales. Narendra Modi est arrivé au pouvoir en 2001 et a été réélu à la tête de l'Etat en 2002 (élections anticipées) et en 2007.

8 Nous conservons l'appellation anglaise car la traduction française « colonie » est inadéquate.

BJP sont donc l'expression d'une politique génocidaire comprise comme « la destruction de masse planifiée de groupes sans défense, ciblés sur des critères définis unilatéralement par une autorité politique et idéologique<sup>9</sup> ». Cette définition implique le caractère intentionnel et sélectif des destructions humaines et matérielles afin d'aboutir à l'éradication d'un groupe. Les violences physiques ne sont qu'un aspect de l'entreprise génocidaire auxquelles s'ajoute la violence symbolique contre la minorité visée, ce qui s'est produit au Gujarat en 2002 (destruction des lieux religieux) et continue aujourd'hui (discrimination à l'égard des musulmans).

L'objectif de notre étude est de mettre en lumière la façon dont, au sein d'une nation composite<sup>10</sup>, un groupe ethnique ou religieux réagit à la violence qu'il subit, qu'elle soit symbolique et/ou physique, ponctuelle et/ou chronique, quatre dimensions que revêtent les pogroms de 2002. Notre étude a donc pour cadre théorique la sociologie des mobilisations et notamment le rôle des émotions en politique puisque la violence subie par les musulmans gujaratis entraîne une émotion négative (frustration, colère, peur) qui influence l'identité collective du « groupe »<sup>11</sup>. Par exemple, les travaux de Patricia Grossman<sup>12</sup> sur la recomposition de la minorité musulmane du Bengale avant la Partition montrent que les violences intercommunautaires qui ont agité l'Etat entre 1905 et 1947 ont conduit les représentants politiques musulmans à s'unir contre un « ennemi commun », la communauté hindoue, ce qui n'était pas le cas avant. Nous allons donc analyser la « traduction politique<sup>13</sup> » que les musulmans ont fait des violences de 2002; politique s'entendant ici au sens large comme ce qui se rapporte au gouvernement d'une société.

Dans le cadre de notre étude, nous avons choisi d'analyser l'action des quatre principales organisations non gouvernementales (ONG) musulmanes présentes au Gujarat, et à Ahmedabad en particulier, car elles jouent un rôle très important auprès des victimes. Ce sont elles qui ont construit les « relief colonies » et elles y sont toujours très présentes aujourd'hui. Elles pallient au désengagement de l'Etat envers sa minorité musulmane et fournissent à sa place les services publics tels que l'éducation, la santé et les services de base (eau, électricité, routes); les services publics sont donc devenus le fait d'acteurs privés. Les ONG musulmanes que nous avons étudiées sont la *Jamaat Islami Hind* (JIH), la *Jamiat-Ulema Hind* (JUH), l'*Islamic Relief Committee Gujarat* (IRCG) et le *Gujarat Savarjanik Trust* (GST)<sup>14</sup>. Nous insistons sur l'affiliation religieuse de ces organisations car elles-mêmes la revendiquent; elles se présentent d'ailleurs comme des ONG « islamiques » et non pas musulmanes mais nous conservons la seconde appellation dans un souci de neutralité scientifique. En tant qu'ONG confessionnelle, ces organisations sont particulières car « [leur] identité et [leur] mission découlent directement des enseignement d'une ou plusieurs traditions religieuses<sup>15</sup> ». Dans le cadre de la sociologie des mobilisations, nous considérons l'ONG

---

9 Bernard BRUNETEAU, « Génocide. Origines, enjeux et usages d'un concept », in *Journal of Modern European History*, 2007, vol. n°5, n°2, p. 165.

10 Voir sur ce point Christophe JAFFRELOT, « La 'culture composite' n'est pas le multiculturalisme » in *Sociologie des nationalismes*, p. 123-144.

11 Nous employons les guillemets car nous considérons ici le groupe comme une réalité objective, c'est-à-dire l'ensemble de la population musulmane victime des pogroms de 2002.

12 Patricia GROSSMAN, *Riots and Victims. Violence and the Construction of Communal Identity Among Bengali Muslims, 1905-1947*, p.3.

13 Philippe BRAUD, *L'émotion en politique, problèmes d'analyse*, 1996, p. 172.

14 Dans le cadre de notre terrain d'étude d'un mois, il ne nous a malheureusement pas été possible de rencontrer des représentants du *Tabligh Jamaat* (Groupe de prédication), un mouvement réformiste fondé en 1927 par Muhammad Ilyas Kandhalawi. Aujourd'hui le *Tabligh* est considéré comme un mouvement fondamentaliste prônant l'islam radical. Il a fondé une petite « relief colony » à Ahmedabad et c'est pourquoi nous aurions souhaité rencontrer des tablighis. Mais le mouvement est très fermé et il nous aurait fallu plus de temps pour parvenir à entrer en contact avec ses représentants.

15 Julia BERGER, « Les organisations non gouvernementales non religieuses. Quelques pistes de recherche » in Bruno DURIEZ, François MABILLE, Kathy ROUSSELET dir. *Les ONG confessionnelles. Religion et action*

musulmane comme un groupe d'intérêts, soit une structure organisée défendant collectivement des intérêts auprès du pouvoir politique. Le type d'ONG étudié est un groupe d'intérêt identitaire puisqu'elle défend un groupe dont l'identité est considérée comme pré-existante à la formation du groupe: les musulmans ayant survécus aux pogroms de 2002. Si le groupe d'intérêt n'a pas vocation à conquérir le pouvoir, il cherche néanmoins à l'influencer. En ce sens il est considéré comme un acteur politique. Dès lors, nous considérons que les organisations agissant dans les « relief colonies » du Gujarat sont des acteurs politiques à part entière et donc, des représentants du groupe<sup>16</sup>.

Ces groupes d'intérêt sont donc apparus, ou ont acquis une importance nouvelle, suite aux pogroms. Ils ont donc été pour eux l'occasion de se mobiliser c'est-à-dire d'acquérir un contrôle sur des ressources qu'elles ne maîtrisaient pas avant<sup>17</sup>; en l'occurrence la représentation des musulmans victimes des violences génocidaires de 2002. Partant de ce constat, nous nous interrogeons sur les modalités de cette mobilisation et notre étude a pour but de répondre à la question suivante: quel est l'impact des violences (réelles et symboliques) sur la politisation des ONG musulmanes? Face à cette problématique, deux hypothèses se posent à nous. Les pogroms ont incité les différentes organisations à s'unir; elles forment aujourd'hui un front commun et elles défendent une « identité musulmane » partagée et acceptée de tous. A l'inverse, les violences ont donné l'opportunité aux ONG musulmanes d'imposer leur pouvoir personnel sur le territoire (la « relief colony ») où elles interviennent et à la population qui y habite. Les organisations ne collaborent pas pour défendre une identité commune, les activistes cherchant à maximiser l'intérêt de leur propre ONG. Les entretiens et l'observation effectués dans le cadre de notre terrain d'étude nous ont permis de valider la deuxième hypothèse. Sous couvert de philanthropie, chaque ONG musulmane a en réalité comme objectif la maximisation de son pouvoir politique et l'imposition de sa vision religieuse du monde à la population à laquelle elle vient en aide, dans un contexte de désengagement de l'Etat.

D'un point de vue méthodologique, nous accordons donc une place très importante à la présentation du contexte politique et socio-économique du Gujarat et d'Ahmedabad car il conditionne pour partie les modalités de gestion des colonies par les ONG musulmanes. Mais nous ne cantonnons pas notre analyse des ONG aux poids des influences extérieures. Nous pensons également que leur histoire et leur mode d'organisation déterminent leur action. Nous rajoutons un troisième facteur qui agit comme un déterminant de l'action des ONG musulmanes: l'urbanisme, c'est pourquoi nous avons choisi d'étudier l'action des organisations musulmanes dans les « relief colonies » d'une ville. Notre méthode de travail s'inscrit donc dans la sociologie urbaine de l'Ecole de Chicago. Elle considère la ville comme un « laboratoire social<sup>18</sup> » dont « [la] structure a son fondement dans la nature humaine dont elle est l'expression<sup>19</sup> ». En ce sens, l'urbanisme d'Ahmedabad est la territorialisation de la politique xénophobe du BJP, ce qui nous amène à considérer que la disposition de la ville constitue, pour les musulmans, une inscription territoriale des émotions suscitées par les pogroms; sentiments négatifs qui sont sans cesse réactivés par la vie dans les relief colonies. Dans un second temps et par « réaction » à la territorialisation de la

---

*internationale*. p.23-24

16 Ceci n'est pas un fait isolé propre à notre objet. La politisation, à des degrés divers, de l'ensemble des ONG musulmanes est notamment analysée par Jonathan Benthall et Jérôme Bellion-Jourdan à travers une étude de terrain sur l'action de ces organisations dans plusieurs pays.

Voir Jonathan BENTHALL, Jérôme BELLION-JOURDAN, *The Charitable Crescent*.

17 Voir Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques, la dynamique des mobilisations multisectorielles*, 1992, p.19. L'auteur reprend la définition de la mobilisation proposée par Amitai Etzioni.

18 Yves GRAFMEYER, Isaac JOSEPH « La ville-laboratoire et le milieu urbain » in *L'Ecole de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, 2004, p.7

19 Robert EZRA PARK, « La ville. Propositions de recherche sur le comportement humain en milieu urbain », *op.cit.* p. 82.

politique nationaliste-hindoue, la « relief colony » devient également l'inscription de l'islamisation à l'oeuvre dans ces espaces.

Ainsi nous analysons comment les pogroms ont participé à la politisation des ONG musulmanes. Nous montrerons dans un premier temps comment la politique génocidaire de l'Etat du Gujarat et son désengagement vis-à-vis des citoyens musulmans ont entraîné la privatisation de l'action publique. De plus, les autorités ont inscrit cette politique anti-musulmane dans le territoire comme le symbolisent les « relief colonies ». Ces conséquences des pogroms influencent durablement l'identité de la communauté musulmane, ONG comme habitants des « relief colonies », et constituent un milieu de socialisation favorable au développement de l'islamisme. Une fois ce cadre posé, nous analyserons, dans un deuxième temps, les stratégies d'islamisation mises en place par les ONG musulmanes à destination des habitants des « relief colonies » dont elles sont en charge.

- **L'apparition d'un nouvel acteur face au désengagement de l'Etat.**

Etant donné son rôle actif dans les événements de 2002, le gouvernement de BJP du Ministre en chef Narendra Modi n'intervient pas pour porter secours aux victimes. Pour pallier à ce désengagement de la puissance publique, les ONG musulmanes organisent les premiers camps de déplacés internes (121 camps au plus fort des violences) auxquels elles distribuent nourriture, vêtements et soins. Il faut attendre le 6 mars 2002, soit une semaine après le début des pogroms, pour que les autorités passent une résolution qui prévoit l'assistance aux victimes. Par ailleurs, dans un premier temps, les ONG musulmanes sont seules pour gérer les victimes car, nonobstant l'existence de nombreuses organisations sécularistes d'inspiration gandhienne à Ahmedabad, peu acceptent de travailler avec les organisations musulmanes. En refusant de prendre en charge les musulmans, le gouvernement les contraint à ne s'appuyer que sur des ressources communautaires au dépend des ressources publiques.

#### Collaboration puis séparation des ONG musulmanes et sécularistes.

La création des camps de déplacés internes et le secours aux victimes sont donc le résultat d'une action uniquement privée. A Ahmedabad, il s'agit principalement de la JIH, l'IRCG, la JUH et le GST. Peu de temps après le début des événements quelques ONG sécularistes<sup>20</sup> se joignent aux ONG musulmanes pour porter secours aux victimes. Hanif Lakdawala, victime des pogroms et fondateur de l'ONG séculariste *Sanchetna*, et Hozefa, fondateur de l'ONG séculariste *Aman Samuday*, nous relatent la formation de ce front uni<sup>21</sup> d'une trentaine d'ONG sécularistes et musulmanes. Les ONG sécularistes et musulmanes agissent sur les deux aspects cruciaux des pogroms: l'aide de première urgence et la demande de justice. Bien qu'elles collaborent, une division des tâches apparaît déjà entre les deux types d'organisations. Schématiquement, les ONG musulmanes agissent principalement dans les camps, directement auprès des victimes, tandis que les ONG sécularistes prennent en charge le volet juridique. Mais en juin 2002, le Ministre en Chef ferme les camps arguant que la situation dans l'Etat est revenue à la « normale ». Une fois encore, les musulmans se retrouvent livrés à eux-mêmes, sans ressources et dans l'impossibilité de retourner

---

20 Nous employons volontairement le terme de séculariste (ou sécularisme) et non celui de laïc car, comme le précise Claude MARKOVITS, il ne s'agit non « pas [de] la séparation de l'Etat et de la religion mais de la reconnaissance sur un pied d'égalité de toutes les religions ». *Histoire de l'Inde moderne, 1480-1950*, p. 540.

21 Ce front comporte également des ONG internationales (comme Care par exemple) mais nous ne les évoquons pas dans notre étude car elles ne répondent pas aux mêmes exigences et à la même logique que les ONG, sécularistes ou islamiques, locales.

chez eux sans risquer leur vie.

Pour pallier à ce nouveau désengagement de l'Etat, les ONG prennent en charge les victimes des camps. Mais la division des tâches en vigueur dans les camps se reproduit. Si l'aspect légal reste du ressort des ONG sécularistes, ce sont les ONG musulmanes qui construisent des habitations destinées à accueillir les victimes, les « relief colonies ». Petit à petit, les ONG musulmanes utilisent leur proximité culturelle pour s'imposer en seuls représentants légitimes auprès des survivants des pogroms. En conséquence, certaines ONG se retirent du terrain car elles ne peuvent plus agir. Pour Hanif Lakdawala, c'est le « résultat le plus triste [car] les ONG n'ont pas émergé comme un front uni et assez fort pour combattre Narendra Modi ». La collaboration des deux types d'organisations n'a donc pas duré très longtemps, ce que nous expliquons par une différence structurelle et idéologique entre les ONG musulmanes d'Ahmedabad et celles sécularistes.

### La charité contre le développement.

Comme l'ont analysé Jonathan Bentham et Jérôme Bellion-Jourdan<sup>22</sup>, l'idéologie des ONG musulmanes se fonde sur l'obligation de charité énoncée par le Coran (notamment à travers de la *zakat*, l'aumône). Or le travail humanitaire effectué par les ONG musulmanes reposent toujours principalement sur cette logique de charité. Au contraire, les ONG sécularistes (ou laïques) mettent en avant la dimension philanthropique de leur action. Nous avons pu constater cette différence de logique dans le discours des acteurs au cours des entretiens que nous avons réalisés. Dans un lexique emprunt de religiosité, les activistes des ONG musulmanes nous présentent longuement leurs projets, leurs actions et les résultats de celles-ci. A l'inverse, les activistes des ONG sécularistes évoquent d'abord la situation des musulmans auxquels ils viennent en aide, l'attitude du gouvernement à leur égard puis leurs actions.

Gagan Sethi nous expose également cette différence de logique d'action. Immédiatement après les pogroms, l'ONG séculariste qu'il préside, *Janvikas*, a beaucoup travaillé avec les ONG musulmanes, notamment la JUH et le GST. Aujourd'hui il ne travaille plus avec le GST car « ce ne sont pas des professionnels ». Selon lui, l'action des ONG musulmanes relève uniquement de la charité et ces organisations n'oeuvrent pas à « l'empowerment », l'émancipation, de la population qu'elles aident. L'assistantat crée une relation de dépendance entre les habitants des « relief colonies » et les organisations musulmanes, ce qui contribue à dévaloriser l'image qu'ils ont d'eux-mêmes alors que leurs conditions de vie leur rappellent déjà quotidiennement leur perte de statut économique et social. Pourtant, c'est cette logique d'assistantat qui prédomine aujourd'hui dans les « relief colonies » puisque celles-ci sont gérées par les ONG musulmanes.

#### ● **Les « relief colonies », territoire où s'exerce le pouvoir des ONG musulmanes.**

Les pogroms de 2002 sont donc « l'occasion » pour les ONG musulmanes d'acquérir un pouvoir qu'elles n'avaient jamais eu auparavant. Comme nous le résume Hozefa elles ont « saisi l'opportunité » de s'imposer aux autres ONG et aux victimes grâce à la construction des « relief colonies ».

### Des espaces extra-territoriaux qui façonnent l'identité des habitants.

La « relief colony » est une habitation à la croisée du ghetto<sup>23</sup> et du camp humanitaire dans

---

22 Voir Jonathan BENTHAM, Jérôme BELLION-JOURDAN, *The Charitable Crescent, Politics of Aid in the Muslim World*.

23 Sur l'implication sociologique du ghetto, voir Louis WIRTH, *Le Ghetto*, 1980.

laquelle les conditions de vie des victimes musulmanes sont quasiment aussi déplorables que celles des camps de déplacés internes. La forme de l'habitat type « relief colonies » et le désintérêt de l'Etat envers les citoyens musulmans nous amènent à considérer ces zones comme des espaces extra-territoriaux qui sont doublement à la marge. Ils ne sont intégrés ni à la société ni au territoire si ce n'est national, au moins municipal. Nous analysons donc cet habitat dans le cadre de l'écologie urbaine, en postulant qu'il affecte les institutions et le comportement des gens qui y habitent. De fait, la forme des « relief colonies » affecte donc l'identité des victimes et l'action des ONG qui les gèrent. Pour cette raison, nous y accordons une grande importance dans notre analyse.

Les « relief colonies » sont des regroupements de 20 à 100 habitations dans des blocs d'immeubles de 2 à 5 niveaux répartis autour d'un espace central. Quand elles sont proches des quartiers hindous, des murs de séparation ont parfois été érigés (Juhapura). A l'instar de Citizen Nagar (dans le quartier de Bombay Hotel) et Siddikabad Colony (dans le quartier de Juhapura), les « relief colonies » s'insèrent dans des quartiers à majorité musulmane antérieurs à 2002. Les logements y sont extrêmement exigus. D'ailleurs Hanif Lakdawala considère qu'il s'agit de « réimplantation et non de réinsertion ». De 8 à 12 personnes d'une même famille partagent des habitations qui mesurent entre 9 et 15 m<sup>2</sup> et sont dépourvues de mobilier et des commodités sanitaires. De plus, l'environnement dans lequel s'implante les « relief colonies » est très nocif. Le cas le plus marquant est celui de Citizen Nagar, dans le quartier de Bombay Hotel. Les habitations se trouvent au milieu des usines chimiques. Elles rejettent des fumées toxiques et polluent les nappes phréatiques. La « relief colony » est entourée par une immense décharge à ciel ouvert. L'été, les ordures s'enflamment à cause de la chaleur, engendrant des fumées nauséabondes et pendant la mousson, elles sont charriées par l'eau jusque devant les habitations et contribuent également à infecter les sols. Cette situation est la conséquence de l'abandon de l'Etat qui ne fournit pas ou peu de services publics aux habitants des « relief colonies ».

A l'intérieur des « relief colonies » l'absence de l'Etat est encore plus frappante. Il n'y a pas de route goudronnée, pas de raccordement systématique au réseau de distribution d'eau et d'électricité, et pas d'accès aux services publics de santé et d'éducation. Le désintérêt de l'Etat s'inscrit dans la continuité de sa politique génocidaire. L'exclusion des citoyens musulmans et leur confinement dans les « relief colonies » territorialise la politique du BJP en même temps qu'elle leur rappelle quotidiennement leur situation de « citoyens de seconde zone ». Le rapport à la société majoritaire hindoue a également disparu car la ségrégation spatiale des musulmans et la disparition des quartiers mixtes ont entraîné la destruction du lien social entre les deux groupes.

### Le sentiment d'abandon et la force du traumatisme.

Le territoire agit donc comme un marqueur identitaire fort sur les musulmans. Ils intériorisent le fait d'être « l'Autre », c'est-à-dire ce que rejette les nationalistes hindous et partant, un citoyen de seconde zone. Cette discrimination se double de l'anxiété liée à leurs conditions de vie précaires et au déracinement qu'ils ont subi<sup>24</sup>. Cet état de désolation est renforcé et entretenu par l'absence de justice qui rend impossible toute reconstruction matérielle et psychique des musulmans. Les principaux coupables du génocide, à commencer par le Ministre en chef, n'ont jamais été inquiétés par la justice et, plus de sept ans après les pogroms, les victimes sont toujours en attente des compensations financières pour le traumatisme subi en 2002. De plus, les pogroms ne sont pas commémorés, ce qui empêche la constitution de la mémoire collective de la communauté. Ne passant pas dans le domaine de « l'histoire » que l'on célèbre ou que l'on commémore, les pogroms de 2002 restent inscrits dans le présent. Comme en ont témoigné certaines personnes

---

24 La population des « relief colonies » n'est pas originaire du quartier où elle est implantée, voire n'habitait pas Ahmedabad avant les pogroms.

interviewées, il ne peut y avoir d'oubli puisqu'il n'y a ni pardon, ni réconciliation de la part des autorités.

Pour les musulmans d'Ahmedabad (et du Gujarat) les événements de 2002 ont signifié la perte de leur statut économique et social. Ayant perdu leurs maisons (dont ils étaient généralement propriétaires) et leur emploi, ils ne sont plus rien de ce qu'ils étaient avant les pogroms. Aujourd'hui ils n'ont plus moyens de reprendre une activité, ne reçoivent pas d'aide du gouvernement pour se réinsérer sur le marché du travail et se voient refuser des prêts par les organisations financières. En outre la cohabitation au sein d'une même « relief colony » des hautes et basses castes musulmanes, à rebours des modalités d'urbanisation traditionnelles en Inde, est un symbole très fort puisqu'elle signifie la perte de statut social. Des survivantes de 2002 résument leur vie en disant qu'il « vaudrait mieux être mort ». A cette situation s'ajoutent les discriminations permanentes que subissent les musulmans du Gujarat (arrestations arbitraires, répression policière, discrimination à l'embauche). Aujourd'hui la communauté musulmane vit dans la crainte perpétuelle que les pogroms ne se répètent. Cette anxiété façonne leur identité. C'est à cet égard que nous considérons les pogroms de 2002 comme la nouvelle matrice identitaire des musulmans du Gujarat car ils conditionnent leur conception du monde et de la vie. Le mot *insecure*, insécurité, est récurrent dans le discours des personnes interviewées pour exprimer le manque de sérénité qui caractérise leur vie depuis 2002. Les ONG musulmanes gèrent donc une population traumatisée qui, comme le souligne Hozefa, a toujours « beaucoup de colère ». Comme il le résume « ces gens qui ont tout perdu, qui n'ont rien pour continuer, rien de la part de l'Etat, sont dans une situation telle qu'ils n'ont pas d'autres solutions [que d'accepter l'aide des ONG musulmanes]. Et tout ce qu'elles leur proposent, ils l'acceptent car ils n'ont pas d'autre option ».

- **La promotion de l'islamisme par l'action sociale.**

Les pogroms de 2002 sont donc « l'occasion » pour les ONG musulmanes d'acquérir un pouvoir qu'elles n'avaient jamais eu auparavant. Comme nous le résume Hozefa, elles ont « saisi l'opportunité » de s'imposer aux autres ONG et aux victimes grâce à la construction des « relief colonies ». Ainsi elles prennent en charge la gestion d'un territoire, les « relief colonies » sur lequel vit une société, les survivants des pogroms de 2002. Présenté de la sorte, les attributs de l'espace géré par les ONG se rapprochent des trois éléments qui constituent l'Etat selon l'analyse classique: un territoire, une population et, dans une moindre mesure, un « pouvoir juridiquement organisé qui monopolise la contrainte légitime<sup>25</sup> ». Ce troisième élément peut être appréhendé de façon plus « lâche » comme les règles de conduite édictées par les ONG musulmanes et auxquelles doivent se conformer les habitants des « relief colonies ». D'ailleurs comme le souligne Federico Rahola, la gestion d'un camp, et par extension d'une « relief colony », revêt forcément un « caractère gouvernemental puisqu'il constitue un lieu où le pouvoir est produit<sup>26</sup> ».

Face au pouvoir politique détenues par les ONG musulmanes sur les « relief colonies », l'Etat gujarati est absent, que ce soit vis-à-vis de la population musulmane, comme vis-à-vis des organisations. C'est pour cette raison que nous analysons la gestion des ONG musulmanes comme le développement d'un pouvoir infra-étatique concurrentiel à la puissance publique. Or comme l'analyse Olivier Roy, les « associations religieuses militantes<sup>27</sup> » sont des vecteurs de l'islamisme, c'est-à-dire de « l'islam [perçu] autant [comme] une idéologie politique [que comme] une

---

25 Philippe BRAUD, *Sociologie politique*, 2002, p. 117.

26 Federico RAHOLA, « La forme-camp. Pour une généalogie des lieux de transit et d'internement du présent » in *Cultures et Conflits*, n°68, 2007, p.7.

27 Olivier ROY, *L'échec de l'islam politique*, 1992, p.68

Nous intégrons les ONG musulmanes agissant dans les « relief colonies » d'Ahmedabad dans cette catégorie.

religion<sup>28</sup> ». Elles ont pour vocation de « promouvoir les valeurs islamiques et à modifier la société et les mentalités<sup>29</sup> ». Les ONG musulmanes peuvent donc être analysées comme des vecteurs de l'islamisme politique dans les « relief colonies ». A ce titre, elles sont non seulement des forces concurrentes à l'Etat gujarati dans les « relief colonies », mais également avec l'Etat central indien et l'un des ses principes constitutionnels: le sécularisme.

Dès lors, le choix de ces organisations de se labelliser « ONG » leur permet d'investir cette notion « molle » d'un contenu politique (l'islamisation) et d'agir plus librement sans susciter trop de suspicion de la part des autorités (qui leur sont déjà hostiles) ou de la population<sup>30</sup>. Elles font pénétrer leurs idées politiques dans la société par le biais de l'action sociale, comme le sous-entend leur revendication d'être des « *Islamic NGOs* », des ONG islamiques. La « relief colony » devient donc le lieu d'exercice du pouvoir des ONG musulmanes sur la société à laquelle elle prétend venir en aide. Or cette aide n'est pas philanthropique mais vise bien à l'islamisation de la société. A cet égard, les ONG musulmanes utilisent les émotions négatives suscitées par la violence de 2002 et les conditions de vie actuelles des musulmans pour les mobiliser. Contre l'identité de « citoyen de seconde zone » qui leur est inculqué par l'Etat, les organisations proposent un registre identitaire islamique valorisant. Nous analysons donc ici les stratégies d'islamisation de la société au quotidien par des organisations qui n'ont pas, ou pas encore, pour intention la conquête du pouvoir (parti politique) ou l'action violente (groupe djihadiste).

#### Les « relief colonies » comme territorialisation de l'islamisme.

Cette absence d'intentionnalité précise n'exclut pas un marquage fort de l'emprise des ONG sur les musulmans des « relief colonies » qui commence dès leurs habitations. S'ils ne paient pas de loyer, aucun habitant ne possède sa maison. Les ONG interviewées nous légitiment cette décision par la crainte qu'une fois propriétaires, les musulmans revendent leur maison et quittent la « relief colony ». En réalité, nous observons ici la reproduction de la logique de charité, et donc le maintien de la dépendance des habitants à l'égard des ONG musulmanes. Selon Hanif Lakdawala, « [elles] veulent contrôler, ce n'est pas totalement philanthropique. Si [elles] conservent la propriété, [elles] conservent le contrôle sur la population et peuvent leur dire « allez au *namaz*, faites-ci, faites-ça ». Le pouvoir des ONG musulmanes est également signifié matériellement dans les « relief colonies », quoiqu'à des degrés divers selon l'ONG concernée. Toutes portent un emblème signifiant l'identité des fondateurs. Par exemple, à Siddikabad Sarkhej, une « relief colony » construite par le GST, les grilles d'entrée arborent un très grand panneau sur lequel figure le nom de l'ONG, en anglais et en gujarati. De plus si les ONG n'ont pas toutes un bureau dans chaque « relief colony », elles y ont néanmoins un représentant qui est l'intermédiaire entre l'ONG et les habitants. La présence des ONG est donc permanente et visible, ce qui est à mettre en parallèle avec l'absence totale de présence étatique dans les « relief colonies ». Bien que nous n'ayons pu le constater par nous-mêmes, nous postulons que ces représentants locaux des ONG musulmanes exercent un contrôle social sur la population des « relief colonies », qui est plus ou moins fort selon l'organisation. L'analyse d'Hanif Lakdawala sur l'importance pour les ONG musulmanes de conserver la propriété des habitations confirme notre propos.

#### La privatisation de l'action publique.

---

28 *ibid*, p.7

29 *ibid*, p.68

30 C'est d'ailleurs pour cette raison que nous conservons cette terminologie car les acteurs eux-mêmes s'en saisissent pour définir leur organisation. Dès lors, il est intéressant de déconstruire cette appellation mais aussi de savoir pourquoi elle est utilisée par les acteurs au sein des ONG musulmanes et comment ils investissent cette notion.



Les quatre ONG musulmanes étudiées sont d'autant plus comparable un pouvoir infra-étatique qu'elles remplacent l'Etat du Gujarat dans la fourniture des services qui relèvent traditionnellement de la puissance publique. Ainsi la JUH, la JIH, l'IRCG et le GST ont tous un service de soins, un service d'éducation, un service de formation professionnel et des fonds alloués aux besoins de première urgence. Tous dispensent également des cours d'instruction religieuse. Le GST a même fondé un service de mariage où il arrange les unions<sup>31</sup>, paie la cérémonie et règle la dot de la mariée (15 000 roupies soit environ 225 euros). Ceci est révélateur de la volonté de contrôle de l'organisation sur la vie privée de la population et crée un fort lien de dépendance vis-à-vis de l'organisation.

Par ailleurs, le caractère « non professionnel » et religieux des actions des ONG musulmanes est patent à plusieurs égards. Tout d'abord l'aide à l'insertion professionnelle se limite à des cours d'informatique (systématique dans toutes les ONG) et des cours de couture pour les femmes. Hormis la JUH, et dans une moindre mesure l'IRCG, aucune ONG n'a de réel programme d'aide au retour à l'emploi alors même que près de 70% des habitants des « relief colonies » sont inactifs. De fait, beaucoup d'hommes vivent dans l'oisiveté, les rendant d'autant plus disponibles pour l'organisation. Parallèlement, lors de la visite des « relief colonies », nous sommes frappées par le contraste entre la médiocrité des logements, face à la grandeur des nombreuses mosquées flambant neuves. Comme le précisent tous les responsables d'ONG musulmanes rencontrés, ils ont tenu à reconstruire les lieux religieux. Pourtant, comme nous le leur soulignons, les *dargahs*<sup>32</sup> (tombeaux des poètes soufis) n'ont pas du tout été reconstruites. Cette question suscite à chaque fois un peu de gêne, certains nous répondant qu'ils préfèrent « s'occuper des gens que des pierres ». En réalité, les ONG présentes dans les « relief colonies » sont d'obédience sunnites et récusent le culte soufi. Pour cette raison, ils n'ont pas reconstruit les *dargahs*, bien qu'elles fassent partie des pratiques religieuses de beaucoup de musulmans d'Ahmedabad. De même beaucoup des victimes sont chiïtes, mais pris en charge par des organisations sunnites qui leur impose leur vision de l'islam<sup>33</sup>. Nous observons donc ici la volonté de dénaturer l'islam local pour y imposer des pratiques différentes.

L'islamisation et l'imposition de pratiques religieuses exogènes (ou pour le moins minoritaires) passent également par l'éducation, principal poste de dépenses des ONG musulmanes. Bien que certaines s'en défendent, toutes ont construit, dans les « relief colonies », des écoles coraniques (*madrassas* et *maktabs*) et donnent des cours d'instruction religieuse séparés pour les femmes. Par exemple, le GST a mis en place un système complexe de sélection des potentiels étudiants qu'il envoie par la suite dans des séminaires dans d'autres Etats du pays. Le directeur, Afzal Memon, nous explique qu'il prépare des questionnaires afin de « connaître les besoins » des jeunes musulmans de 10-12 ans. Puis, il les envoie aux représentants de leur organisation présents dans les 26 districts du Gujarat. Ceux-ci les distribuent aux musulmans de leur région qui les remplissent et les retournent au bureau central. Eux les trient, les classent puis invitent les jeunes à des journées « d'information » à Ahmedabad. Au cours des ces journées, ils leur fournissent tout ce dont ils ont besoin pour étudier « gratuitement » et les « conseille sur l'avenir », en proposant à quelques uns de partir en pensionnat dans des écoles coraniques. Cet exemple illustre parfaitement le travail d'islamisation mis en oeuvre par certaines ONG. Elles se proposent de prendre totalement charge une population sans ressource et traumatisée et partant, très réceptive à leur discours. De plus, elles utilisent l'école pour les socialiser à l'islamisme.

---

31 Comme c'est la norme en Inde.

32 Ahmedabad compte de nombreuses *dargahs*, des tombeaux de poètes soufis. Alors qu'ils étaient vénérés par les hindous et les musulmans, ils ont presque tous été démolis par les nationalistes hindous pendant les pogroms. Pourtant ils symbolisaient la culture gujaratie et la proximité culturelle entre les deux communautés religieuses.

33 Voir Rubina JASANI, « Violence, Reconstruction and Islamic Reform – Story from the Muslim 'Ghettos' » in *Modern Asian Studies*, vol. 42, mars 2008, p. 431-456.

Mais toutes les ONG musulmanes d'Ahmedabad n'adoptent pas la même stratégie. Cette différence est fonction de l'affiliation sectaire à laquelle se rattachent les organisations, à laquelle se recoupe l'histoire de chacune d'elle. Par exemple, la JUH fondée en 1919 par l'école réformatrice fondamentaliste de Deoband collabore avec des ONG sécularistes. Le discours des activistes est moins stéréotypé et « verrouillé ». Ils parlent plus librement et nous avons pu les rencontrer individuellement, ce qui n'a pas été le cas pour toutes les organisations. Nous postulons que l'histoire de ce mouvement, qui a participé à la lutte pour l'indépendance de l'Inde aux côtés des nationalistes sécularistes du Congrès et s'est toujours opposé à la Partition du sous-continent, explique pour beaucoup cette attitude car la JUH est très soucieuse de son image. En revanche, le GST, fondé en 2001 suite au tremblement de terre du Kutch<sup>34</sup> est une organisation récente et relativement peu connue. Les activistes sont très suspicieux à l'égard des étrangers et leur collaboration avec les organisations sécularistes s'est arrêtée très rapidement. A l'instar du *Tabligh Jammāt* qui prône un islam radical et dont ils sont proches, ils préfèrent ne pas faire de publicité pour leurs actions en dehors d'un cadre communicationnel très borné défini à l'avance. Ces différences sectaires et stratégiques entre les mouvements se traduisent par la fragmentation totale du champ des ONG musulmanes qui ne collaborent pas entre elles et se méprisent. Le territoire des « relief colonies » devient donc l'enjeu de luttes de pouvoir entre les ONG. Les violences de 2002 n'ont pas fait émerger un front uni face à la politique anti-musulmane du gouvernement du Gujarat.

- **Conclusion: vers une radicalisation croissante des musulmans d'Ahmedabad ?**

Si la dimension politique des ONG musulmanes est attestée dans toutes les études de terrain sur ce sujet, ce degré de politisation est fonction du pluralisme de l'environnement dans lequel elles évoluent. Ainsi, à Ahmedabad, ces organisations qui n'ont pas comme vocation première la conquête du pouvoir ou l'action violente, sont pourtant extrêmement politisées. Pour cette raison nous les considérons comme les détenteurs d'un pouvoir infra-étatique sur le territoire des « relief colonies ». Cette situation est le résultat du vide laissé par l'Etat et de la territorialisation de sa politique anti-musulmane. Les « relief colonies », véritables fabriques d'exclusion sociale, symbolisent cette double caractéristique de la puissance publique gujaratie. Ainsi le désengagement de l'Etat sert la stratégie d'islamisation des ONG musulmanes en leur permettant d'exercer librement leur pouvoir sur des territoires et une population laissés à la marge de la société. La politique génocidaire du BJP a également suscité des émotions négatives chez les musulmans des « relief colonies », ce dont se saisissent les ONG pour les mobiliser.

Or, au cours de notre terrain, toutes les personnes interviewées, hormis les activistes des ONG musulmanes, nous ont fait part de leur inquiétude quant à la radicalisation croissante de certaines organisations (notamment le *Tabligh*). Elles parviennent d'autant plus facilement à recruter des nouveaux membres que les musulmans des « relief colonies » se voient cantonnés à leur statut de « citoyen de seconde zone », dans un habitat qui leur rappelle quotidiennement leur condition. Au contraire, l'identité islamique valorise ces jeunes musulmans qui ont vu tuer leur famille et nourrissent colère et frustration dans l'oisiveté des « relief colonies ». Selon Hanif Lakdawala, il y a désormais plus de femmes entièrement voilées dans les « relief colonies » d'Ahmedabad qu'au Pakistan tandis qu'Hozefa nous confirme l'expansion du radicalisme auprès des jeunes musulmans. A cet égard, la situation des « relief colonies » n'est pas sans rappeler celle qui a prévalu dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban. Si les ONG étudiées dans le cadre de notre recherche ne sont pas encore des *Hamas* en puissance, toutes les conditions sont néanmoins réunies pour qu'elles

---

34 Le 26 janvier 2001, l'ouest du Gujarat subit un très violent tremblement de terre. Les autorités déplorent plus de 20 000 morts et autant de blessés.

le deviennent.

